

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
87 · Août 2017
AZB 3001 Berne



OUI à PV 2020

Après le vote général de la base du PS Suisse, organisé le 30 avril dernier, la campagne bat désormais son plein en vue de la votation du 24 septembre prochain. Retrouvez un entretien avec Ruth Dreifuss, ancienne conseillère fédérale et une analyse de cette réforme par Liliane Maury Pasquier, conseillère aux États (GE). Retour dans ce numéro sur cette réforme essentielle pour l'avenir de nos retraites. Pages 4 – 5

FESTIVAL DE SAPINHAUT

Dans les années 70, dans le très conservateur Valais, quatre éditions d'un festival se déroulèrent à Sapinhaut, au-dessus de Saxon. Pierre-André Thiébaud a réalisé un film sur cette génération, alors en lutte pour changer le monde. Page 8

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

La désormais traditionnelle Université d'été du PS Suisse s'est à nouveau déroulée au début du mois d'août dans les Alpes valaisannes, à Chandolin. Entre rencontres, discussions, échanges, séminaires, formations et moments de détente, cette nouvelle édition nous est contée par Olga Baranova. Page 11

L'IMAGE DU MOIS



Keystone/Anthony Anex

VOTE GÉNÉRAL DE LA BASE DU PS SUISSE

Il y a près de 100 ans, la question posée était celle de l'adhésion du PS à la 3^e Internationale, rejetée par 62,65 % des camarades. Un second vote d'adhésion était organisé en 1921, à nouveau rejeté, cette fois-ci par 74,4 %. En 1995, c'est la 10^e révision de l'AVS qui est au cœur du vote général et du débat interne des camarades socialistes. L'augmentation de l'âge de la retraite des femmes à 64 ans était déjà au centre des discussions. La base du PS avait alors accepté cette réforme portée par Ruth Dreifuss, par 65,9 % des membres ayant choisi de s'exprimer.

Le 30 avril dernier, le 3^e vote général de l'histoire du PS Suisse était organisé, à nouveau sur une question de retraites: la Prévoyance vieillesse 2020. Plus de 12 000 camarades se sont ainsi exprimés et choisi de soutenir la réforme par 90,6 % des bulletins exprimés (11 061 pour et 1153 contre). La participation au vote a été de 39 %, en augmentation de 7 % par rapport au dernier vote général de 1995.

L'exercice ayant été globalement jugé positif, il sera à l'avenir plus régulièrement proposé aux camarades, afin de faire vivre la démocratie interne du parti socialiste, qui est et doit rester un lieu de débats et d'échanges d'idées.

Canton	Electeur-trice-s	Cartes de lég, Rentrées	Participation	Bulletins		Oui		Non	
				Rentrés	Valables blancs et nuls déduits				
AG	2259	933	41,30 %	933	928	877	94,5 %	51	5,5 %
AI+AR	242	91	37,60 %	91	90	87	96,7 %	3	3,3 %
BE	6505	2651	40,75 %	2651	2641	2452	92,8 %	189	7,2 %
BL	1300	532	40,92 %	532	528	487	92,2 %	41	7,8 %
BS	868	394	45,39 %	394	392	348	88,8 %	44	11,2 %
FR	955	382	40,00 %	382	379	325	85,8 %	54	14,2 %
GE	1071	337	31,47 %	337	336	224	66,7 %	112	33,3 %
GL	161	63	39,13 %	63	63	59	93,7 %	4	6,3 %
GR	643	246	38,26 %	246	244	227	93,0 %	17	7,0 %
JU	414	108	26,09 %	108	105	87	82,9 %	18	17,1 %
LU	1047	415	39,64 %	415	415	396	95,4 %	19	4,6 %
NE	885	304	34,35 %	304	301	234	77,7 %	67	22,3 %
NW+OW	161	42	26,09 %	42	42	41	97,6 %	1	2,4 %
SG	1477	563	38,12 %	563	558	538	96,4 %	20	3,6 %
SH	498	231	46,39 %	231	231	224	97,0 %	7	3,0 %
SO	1915	687	35,87 %	687	684	638	93,3 %	46	6,7 %
SZ	468	183	39,10 %	183	183	171	93,4 %	12	6,6 %
TG	672	274	40,77 %	274	273	252	92,3 %	21	7,7 %
TI	1138	429	37,70 %	429	428	396	92,5 %	32	7,5 %
UR	182	65	35,71 %	65	64	60	93,8 %	4	6,3 %
VD	2203	742	33,68 %	742	734	535	72,9 %	199	27,1 %
VS	878	345	39,29 %	345	342	287	83,9 %	55	16,1 %
ZG	240	70	29,17 %	70	70	66	94,3 %	4	5,7 %
ZH	5199	2177	41,87 %	2177	2163	2031	93,9 %	132	6,1 %
Internat.	117	20	17,09 %	20	20	19	95,0 %	1	5,0 %
Total	31 498	12 284	39,00 %	11 132	12 214	11 061	90,6 %	1153	9,4 %

Qu'il en soit ainsi



Flavia Wasserfallen, co-secrétaire générale du PS Suisse

Une politique d'opposition constructive? Cette annonce du PS fit sourire. À l'époque, la droite s'était enfin assuré une majorité absolue au Conseil fédéral et au Conseil national. C'était début 2016. Peu après, ces vainqueurs se sont lancés. Le resserrement des rangs bourgeois put déployer ses effets: l'argent alloué à l'aide au développement, à l'éducation, aux politiques sociales et de la santé fut drastiquement réduit. En compensation, les budgets de l'armée, de l'agriculture et des routes furent généreusement gonflés. De modestes exigences, comme un congé paternité de 10 jours, des mesures pour plus d'égalité salariale, plus de transparence dans les loyers ou une protection renforcée contre le licenciement pour les travailleurs âgés furent écartées d'un simple revers de main.

Et le PS fit ce qu'il a toujours su bien faire. Défendre les intérêts de la population. Lors des travaux préparatoires de la RIE III au Parlement, nous n'y sommes pas parvenus. Nos propositions pour un contre-financement de la réforme, une compensation sociale pour la population ou les urgentes corrections nécessaires de la RIE II furent ignorées de manière arrogante. Les bourgeois ont décidé unilatéralement d'offrir généreusement des milliards aux grandes entreprises, lesquels au-

raient dû être versés par la classe moyenne. La seule voie encore envisageable était le référendum. Et, suite à une campagne d'une intensité incroyable, le PS, ou plutôt, la population, a gagné en février, et a largement rejeté la RIE III. Bim. Ainsi va l'opposition!

Le PS continua à faire ce qu'il a toujours su bien faire. Défendre les intérêts de la population. Ainsi, pendant 5 ans, nous nous sommes engagés pour une Stratégie énergétique qui mette l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la sortie du nucléaire au centre de ses priorités. Cette stratégie fut validée le 21 mai, à nouveau avec une majorité significative. Bim. Ainsi va la politique constructive.

Concernant la réforme de la Prévoyance vieillesse 2020 (PV2020), le PS a veillé au fait que les rentes AVS soient améliorées pour la première fois depuis 40 ans, que leur financement soit garanti via 2 milliards supplémentaires, que le travail à temps partiel et les chômeurs âgés soient mieux assurés. Nous combattons pour des rentes sûres et plus d'AVS, afin que la population dise aussi OUI le 24 septembre. Ainsi va la politique constructive.

C'est ça, la politique d'opposition constructive. Elle est exigeante, mais importante. Et plus personne n'ose en rire.



Et si on parlait un peu du fond ?

Depuis l'annonce-surprise du départ de Didier Burkhalter, voilà des semaines que les médias se délectent de pronostics pour sa succession. Ils détaillent ainsi la force du Tessinois Ignazio Cassis, représentant de la minorité linguistique italoophone, la nécessité d'élire une femme en la personne d'Isabelle Moret ou encore l'expérience d'un exécutif pour la candidature de Pierre Maudet.

S'ils louent les forces des uns et des autres, ils n'oublient pas non plus de donner les mauvais points: Cassis le lobbyiste très officiel des caisses, l'absence sous la coupole du conseiller d'État du bout du lac ou la présence déjà trop appuyée des Romands au Conseil fédéral lorsqu'il s'agit d'évoquer la candidature d'Isabelle Moret. Tout cela est bien joli: ces périodes d'effervescence, les forces et faiblesses des candidats, les liens d'intérêts des potentiels éligibles, l'âge des enfants des uns et des autres, leur statut d'état civil, les arguments (certes en partie valables) des provenances régionales ou du genre des différents papables à la fonction suprême. Mais avec la rentrée politique, l'occasion ne serait-elle pas enfin venue de discuter du fond et du programme des uns et des autres? Quelles positions dans l'actuel dossier européen? Quelle vision pour nos assurances sociales, pour notre système de santé, pour les services publics, pour la mise en œuvre de la stratégie énergétique ou encore leur approche dans le domaine de l'asile...?

Espérons que les auditions des candidat-e-s, qui vont débiter prochainement, seront enfin à même de nous apporter quelques lumières sur le fond de leur programme politique et de leur capacité à gouverner la Suisse, plus que sur leur forme.

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef



Le 12 février dernier, après l'annonce des résultats sur la RIE III.

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Clément Borgeaud
Production Atelier Bläuer, Berne

« À chacun selon ses besoins de chacun selon ses capacités »

CONSEILLÈRE FÉDÉRALE CHARGÉE DU DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR, RUTH DREIFUSS A MENÉ LA CAMPAGNE POUR LA DERNIÈRE RÉFORME DES RETRAITES QUI A PU ABOUTIR. À L'ÉPOQUE DÉJÀ, EN 1995, LA RÉFORME DE L'AVS ÉTAIT LE FRUIT D'UN LONG TRAVAIL DE CONSENSUS, QUI AVAIT ÉGALEMENT CONDUIT À LA TENUE D'UN VOTE GÉNÉRAL INTERNE AU PS SUISSE. NOUS LA RETROUVONS AUJOURD'HUI EN ENTRETIEN DANS LE CADRE DE LA RÉFORME « PRÉVOYANCE VIEILLESSE 2020 », POUR LAQUELLE ELLE S'ENGAGE AVEC CONVICTON.

Quels sont les principaux points positifs que PV2020 propose ?

Le niveau des rentes est maintenu. L'allongement de l'espérance de vie implique que le capital accumulé dans la prévoyance professionnelle doit être réparti sur une plus longue période. La diminution des rentes mensuelles est compensée par une augmentation des rentes AVS. Déplacer le curseur du deuxième pilier vers le premier est une vieille revendication socialiste : l'AVS est ce qui se rapproche le plus du principe : « à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses capacités ».

Quel sera le mode de financement de cette réforme ?

Le financement de la prévoyance vieillesse est consolidé à moyen terme. Le coût sera partagé entre les femmes qui travailleront à terme une année de plus, les consommatrices et consommateurs à travers une future augmentation très modérée de la taxe à la valeur ajoutée (T.V.A.), les salariés et les employeurs, dont les cotisations pour la prévoyance professionnelle augmenteront légèrement. Chacune et chacun sera ainsi appelé à contribuer à l'avenir du système de rentes.

Comment sommes-nous parvenus à trouver une majorité politique ?

Cette réforme doit énormément à nos représentants au Conseil fédéral et au Parlement. Ils ont su y trouver des alliés. C'était nécessaire pour mettre fin à vingt ans de blocage : depuis la dixième révision de l'AVS, nous avons combattu avec succès des propositions de la droite, qui auraient réduit les rentes et augmenté l'âge de la retraite ; mais nos propositions d'augmentation des rentes et de baisse de l'âge de la retraite ont été également rejetées. La leçon qu'il faut en tirer, c'est que seul un paquet équilibré de mesures, qui améliorent la situation réelle des personnes âgées, a une chance de passer le cap de la votation populaire.

À qui ceux-ci profiteront-ils en premier lieu ?

L'AVS est l'assurance des petites gens. Les riches n'en ont pas besoin, mais l'AVS a besoin des riches. C'est pourquoi ils ont toujours préféré la prévoyance professionnelle, qui ne les obligeait pas à payer plus que ce qu'ils comptaient recevoir au moment de la retraite. Et les assurances qui gèrent ce pactole et en tirent profit combattent également tout renforcement de l'AVS.

Celui-ci et la prise en considération du temps partiel pour l'accès à la prévoyance professionnelle profitent en premier lieu aux femmes, qui travaillent dans des secteurs à bas salaires, souvent à temps partiel. Et les paysans, comme les artisans et petits indépendants exclus de la prévoyance professionnelle ne peuvent tabler que sur l'AVS : Quant aux personnes qui se retrouveraient au chômage dans les années qui précèdent la retraite, elles ne seront plus exclues de l'assurance de leur emploi.

« Déplacer le curseur du deuxième pilier vers le premier est une vieille revendication socialiste. »

Un OUI mettrait-il à mal la lutte pour l'égalité homme-femme ?

Ce OUI n'a rien de résigné, c'est un OUI de combat contre le risque de démantèlement de la prévoyance vieillesse. Le sacrifice demandé aux femmes ne peut que les encourager à se battre d'autant plus pour l'égalité salariale, pour l'égalité des chances dans la formation et la vie professionnelle et pour que les responsabilités familiales et l'exercice du métier puissent être partagés entre le père et la mère,

et éviter qu'ils soient soumis à un stress permanent.

Ne faut-il pas d'abord obtenir l'égalité salariale avant d'augmenter l'âge de la retraite ?

Ce sont deux batailles complémentaires, qu'il faut mener de front. Refuser de consolider l'AVS ne fera avancer en rien l'égalité des salaires. Celle-ci doit se mener face aux employeurs, publics et privés, devant les tribunaux et grâce à l'action syndicale.

Que répondez-vous aux critiques qui disent que le PS ne devrait pas soutenir le projet ?

Le projet est largement l'œuvre des socialistes, au Conseil fédéral et au Parlement. Il suffit de voir avec quelle véhémence et quelle mauvaise foi l'UDC, le PLR, les représentants de l'économie le combattent pour s'en persuader.

Un projet résolument plus à gauche aurait-il pu émaner sous la coupole ?

Non ! Les dernières élections fédérales n'ont pas amélioré le rapport des forces politiques et il s'en est fallu d'une voix au Conseil national pour que la réforme échoue. La mobilisation à gauche et au centre a été totale.

Quels sont les risques d'un refus ?

J'ai vécu une situation semblable dans le domaine de l'Assurance Invalidité (AI). Toutes les tentatives d'en consolider le financement à temps, que ce soit de la part de Flavio Cotti ou de moi-même, ont été rejetées par la droite. Elle voulait mettre l'AI en faillite pour justifier des coupes dans les prestations. Et le 0,3 % de T.V.A. qui a finalement été décidé pour réduire les dettes de l'AI envers l'AVS n'ont pas permis de réduire les pressions que cette assurance subit. De même, je soupçonne la droite de combattre le projet PV2020 pour miser sur une détérioration de la situation financière des deux piliers : pas demain, mais dans quelques années, le déficit du système de prévoyance vieillesse et le déséquilibre entre les générations contributrices et les générations bénéficiaires, seront prétextes à alimenter la peur de l'avenir et la colère. Des mesures draconiennes auront alors de fortes chances d'être acceptées.

Vous portiez la dernière réforme de l'AVS acceptée par le peuple. Le contexte est-il aujourd'hui différent ?

S, acités.»

Avant de parler de la dixième révision de l'AVS, il faut se rappeler deux choses : la création de l'AVS en 1948 est l'aboutissement d'une très longue bataille. Au cours des trois dernières décennies du siècle passé (les années '70, '80 et '90), ce ne sont pas moins de 10 révisions qui l'ont adaptée aux changements au sein de la société et aux besoins des personnes âgées. C'est le moment, après vingt ans de blocage, de renouer avec une histoire qui a montré à la fois la souplesse et la solidité du premier pilier.

Qu'est-ce que la 10^e révision de l'AVS a changé pour les femmes ?

La dixième révision de l'AVS a été la consécration du droit des femmes mariées à leur propre rente ; elle a reconnu la valeur sociale des tâches d'éducatrices. La droite a imposé que les femmes en paient immédiatement le prix en n'accédant à la retraite ordinaire qu'à l'âge de 64 ans. La gauche s'est divisée sur cette réforme, socialistes d'un côté, syndicalistes d'un autre. Aujourd'hui, à de rares exceptions près, la gauche et le centre sont unis dans la campagne en faveur de la prévoyance vieillesse 2020.

PV2020 n'est pas tout. Que restera-t-il à faire après la votation pour améliorer les retraites et lutter pour l'égalité ?

La recherche de compromis parlementaire a conduit à réduire le taux de T.V.A. réellement nécessaire pour consolider l'AVS au-delà de 2030. C'est dire que la question du financement se reposera d'ici là. Il faudra par ailleurs veiller à ce que la prochaine réforme des prestations complémentaires améliore la situation des personnes qui en ont besoin, notamment en tenant mieux compte des dépenses de santé et des loyers. La surveillance des assurances qui gèrent le deuxième pilier devra encore être renforcée. Et la petite sœur de l'AVS, l'AI, doit être protégée contre les tentatives de démantèlement. C'est dire que les chantiers de la politique sociale sont loin d'être terminés et qu'ils attirent toujours les démolisseurs.

De même, la conquête de l'égalité entre femmes et hommes est loin d'être achevée. Je fais confiance à la relève féministe pour trouver de nouveaux outils pour surmonter les reliquats d'une histoire sexiste et créer une réelle solidarité avec les femmes les plus vulnérables, les victimes de l'exploitation et de la violence partout dans le monde.



Une réforme équilibrée pour l'avenir de nos retraites

LA RÉFORME « PRÉVOYANCE VIEILLESSE 2020 » GARANTIT LE FINANCEMENT DES RETRAITES ET, EN RENFORÇANT L'AVS, SOLIDIFIE LE SOCLE MÊME DE NOTRE SÉCURITÉ SOCIALE.

Le système des retraites en Suisse est LE grand acquis social des travailleuses et travailleurs. Son premier pilier, l'AVS, en est la pièce maîtresse et la plus solidaire: millionnaires et bas salaires cotisent selon leurs capacités, mais les rentes sont plafonnées. Or, la santé financière de ce système est menacée par des changements démographiques sans précédent, à commencer par le départ imminent à la retraite des générations du baby-boom. S'y ajoutent une espérance de vie plus forte et des rendements de capitaux plus faibles. Conséquence: l'AVS risque un déficit d'environ sept milliards de francs en 2030. Et dans la partie surobligatoire du 2e pilier, la plupart des grandes caisses de pension ont déjà abaissé les rentes.

Dans ce contexte, Prévoyance 2020 garantit le financement des retraites jusqu'en 2030, grâce à une modeste augmentation de la TVA. Elle maintient le niveau global des rentes, tout en apportant une hausse historique des rentes AVS: la baisse du taux de conversion dans le 2^e pilier, due à la situation des marchés et



Liliane Maury Pasquier, conseillère aux États (GE)

Contrairement aux précédents projets de réforme, celui-ci est équilibré.

concernant seulement les futur-e-s retraité-e-s, sera ainsi compensée dans les deux premiers piliers. Dans le second, la couverture du temps partiel, des bas salaires, des chômeuses et chômeurs âgés sera améliorée. Et dans le premier, les nouvelles rentes AVS seront augmentées de 840 francs par an, jusqu'à 2712 francs pour les couples. Ce supplément sera financé par celles et ceux qui en bénéficieront – les futur-e-s retraité-e-s –, par le biais d'un léger relèvement des cotisations employé-e-employeur.

En outre, il sera possible de prendre une retraite à temps partiel en touchant une partie de sa rente, mais aussi d'anticiper sa retraite dès 62 ans en subissant une réduction moindre qu'aujourd'hui. Ceci permettra aux femmes qui gagnent jusqu'à 40000 francs par an de continuer à prendre leur retraite à 64 ans sans réduction de rentes. Les femmes, dont un demi-million ne touchent qu'une rente AVS et dont les rentes LPP sont inférieures à celles des hommes, bénéficieront particulièrement de la hausse des

rentes du premier pilier et de l'abaissement du seuil d'accès au second. Le relèvement à 65 ans de l'âge de la retraite des femmes – point contestable et contesté de cette réforme – sera ainsi contrebalancé.

Cette réforme est la meilleure solution possible dans le contexte actuel. On sait avec quelle difficulté le Conseil des États a obtenu ce projet de compromis, qui évite les démantèlements voulus par la droite. Contrairement aux précédents projets de réforme, celui-ci est équilibré. Et surtout, il propose des solutions au lieu d'ouvrir la voie au pire. Car sans réforme, les caisses de pension devraient puiser dans les réserves constituées par les jeunes assuré-e-s pour financer les rentes de la prévoyance obligatoire. Et l'AVS serait conduite à un sous-financement patent, rouvrant la porte à la retraite à 67 ans.

Bref, ce paquet est le meilleur cadeau possible pour les travailleuses et travailleurs de ce pays. Souvenons-nous-en au moment de voter le 24 septembre! Et gageons qu'en brisant le tabou de la hausse des rentes AVS, cette réforme ouvrira la porte à des augmentations futures, pour que chacun-e, en Suisse, puisse vivre une retraite digne.





Sécurité alimentaire : OUI au contre-projet

LE NOUVEL ARTICLE CONSTITUTIONNEL SOUMIS AU VOTE DU PEUPLE ET DES CANTONS LIE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE À DES CONDITIONS QUI REJOignent POUR L'ESSENTIEL LES PRÉOCCUPATIONS DU PS EN MATIÈRE DE POLITIQUE AGRICOLE.

La politique agricole a été remaniée en profondeur après un vif débat en 2013 pour mettre en place la « PA 2014-2017 » que le Groupe socialiste a soutenue dans les deux chambres. Les effets de cette nouvelle politique commencent à se faire sentir, notamment en ce qui concerne son impact sur la biodiversité, sur la qualité des produits et pour la préservation des ressources naturelles.

Pas vraiment satisfaite de l'issue des débats parlementaires, l'Union suisse des paysans (USP) a lancé, en février 2014, son initiative « pour la sécurité alimentaire ». Il a fallu moins de trois mois pour que les 100 000 signatures nécessaires soient récoltées ! Le texte demandait que la Confédération renforce l'approvisionnement de la population avec des denrées alimentaires issues d'une production indigène durable et diversifiée. Or, la protection exigée de la « production nationale » est ancrée depuis longtemps dans la Constitution. Elle est déjà mise en œuvre dans la législation par la contribution à la sécurité de l'approvisionnement et l'application de

droits de douane. La protection des terres agricoles est également prise en considération dans la réforme de loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

Pour ces différentes raisons, le Groupe parlementaire socialiste s'est opposé à l'initiative de l'USP tout en estimant que le Conseil fédéral pourrait améliorer la définition de la « sécurité alimentaire ».

Sur demande du Conseil des États, également opposé à l'initiative, l'administration fédérale a présenté un contre-projet direct qui a été adopté à une très large majorité par le Parlement. Comme l'initiative, le contre-projet vise à garantir l'approvisionnement à long terme en denrées alimentaires indigènes, mais il s'étend à l'ensemble de la chaîne de valeur agroalimentaire des différentes filières. L'inscription d'un article 104a « Sécurité alimentaire » dans la Constitution fédérale est mise seule en votation populaire le 24 septembre 2017, l'initiative de l'USP ayant été retirée par ses auteurs suite à l'adoption du contre-projet par le Parlement.



Jacques-André Maire, conseiller national (NE)

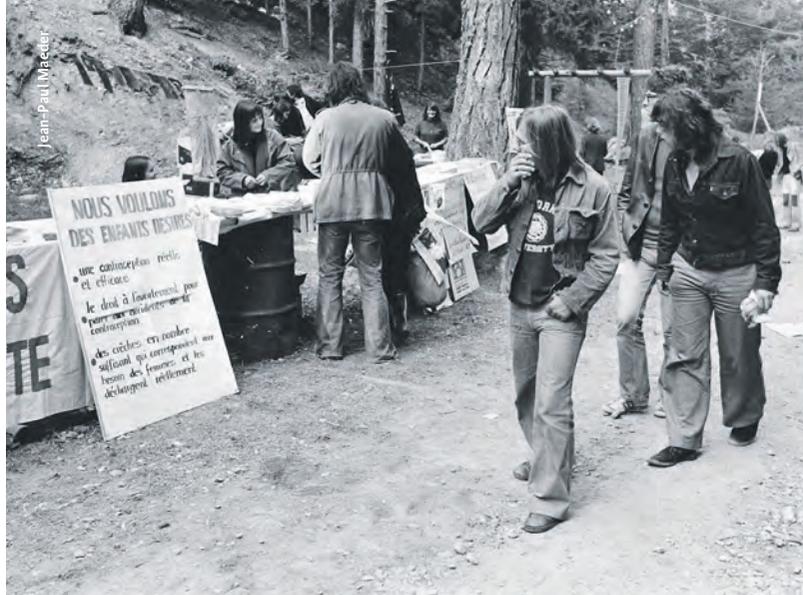
Le nouvel article constitutionnel présente un concept global qui va « de la fourche à la fourchette ».

Ce nouvel article constitutionnel présente un concept global qui va « de la fourche à la fourchette » et implique ainsi toute la chaîne de production des denrées alimentaires permettant d'offrir aux consommateurs en priorité des produits régionaux issus d'une production durable.

Le texte mentionne explicitement le maintien des terres agricoles ainsi que la préservation des ressources naturelles. Il veut aussi favoriser des échanges transfrontaliers qui encouragent le développement durable et le commerce équitable.

Dans la mesure où la notion de sécurité alimentaire est renforcée par ce texte et qu'elle est surtout liée à des conditions qui rejoignent, dans une très large mesure, les préoccupations que le Parti socialiste a exprimées dans la « Résolution sur la politique agricole » adoptée le 25 octobre 2014, il est important d'accepter ce contre-projet que le Groupe socialiste a soutenu lors des débats parlementaires.

Cette acceptation est également préconisée par le Conseil fédéral, la quasi-totalité des partis, les organisations agricoles, les associations de défense de l'environnement de même que par les représentants de l'industrie alimentaire.



Un festival progressiste en terres conservatrices

À TRAVERS LES QUATRE ÉDITIONS DU FESTIVAL DE SAPINHAUT, LE FILM JETTE UN REGARD SUR UNE GÉNÉRATION, EN LUTTE POUR CHANGER LA VIE, CHANGER LE MONDE, FACE À L'ORDRE ÉTABLI ET LA MORALE RIGIDE D'UNE SOCIÉTÉ CONSERVATRICE ÉTOUFFANTE, SUR FOND DE HAUTE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET DE PROGRÈS TECHNOLOGIQUES. RENCONTRE AVEC LE RÉALISATEUR DU FILM : PIERRE-ANDRÉ THIÉBAUD.

Comment est née l'idée du film ?

J'ai vécu ma jeunesse dans les années 1970. Si on jette un regard superficiel sur cette période, tout semblait calme et tranquille. Le monde occidental était plus ou moins en paix, pas de chômage de masse, une extrême droite somnolente. Nous vivions encore sur l'appel d'air de mai 68 en France, sur le souvenir radieux des festivals de Woodstock et de l'île de Wight. Pourtant, ce sont des années de rupture ou tout s'invente, tout se transforme : les nouvelles technologies, la musique, l'idéologie néolibérale ... On peut dire que la fin des années 1970 clôt définitivement la période de l'après-guerre. C'est une rupture vers un monde plus dur que nous subissons encore aujourd'hui. Un autre élément important qui a joué, c'est qu'on a passé sous silence cette année charnière qui voit la fin du monde agricole, la perte d'influence de l'Église ca-

tholique, le combat contre l'autoroute, la lutte des femmes pour le droit de vote et à l'avortement, la lutte contre l'ordre établi, la non-violence ...

A-t-il été simple de réunir les éléments iconographiques qui alimentent le film ?

Rien n'a été simple. À cette époque, il n'y avait ni Internet, ni réseaux sociaux, ni téléphones mobiles. Pour la nouvelle génération, c'est inimaginable. Au début de mon travail de recherche, je n'avais qu'une vidéo, un reportage de cinq minutes intitulé « Dans les bois », pour l'émission « Un jour une heure ». Puis, patiemment, j'ai retrouvé, avec l'aide des protagonistes du film, les archives de Boris Ryser, l'un des principaux initiateurs du festival, puis les archives d'Antoine Gessler sur l'underground. Pour les photographies, nous avons trouvé à la Médiathèque Valais de Martigny dans le fonds du journaliste et photographe Philippe Schmid de magnifiques photographies. Enfin, s'est ajouté le reportage de Jean-Paul Maeder pour un journal zurichois en 1976. Petit à petit, le puzzle s'est mis en place.

Et la musique ?

Henri Follonier possédait des archives sonores du festival de 1974 enregistrées avec un Revox. Comme les bandes-son étaient chères, le responsable de l'enregistrement ratait régulièrement le début du morceau ! C'est un document exceptionnel que j'ai reçu comme un cadeau. Finalement, nous avons retrouvé

des musiques de Michel Bühler, Gabby Marchand, Aristide Padygros et du Release Music Orchestra. Dans le film, j'ai mixé ces bandes avec des musiques enregistrées durant le tournage.

Vous avez aussi utilisé des articles de la presse valaisanne ?

Comment expliquer une époque, une idéologie sans utiliser la presse ? J'ai utilisé le Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais et le Confédéré. Le Nouvelliste, c'était LE journal du Valais. C'était le porte-parole de l'ordre établi, de la société conservatrice, de l'Église catholique. Les deux journaux ont suivi l'évolution du festival, parfois encourageant, parfois condamnant.

SAPINHAUT, UNE BOUFFÉE D'AIR FOLK

Un film de Pierre-André Thiébaud

En coproduction avec RTS Radio Télévision Suisse, avec la participation de Cinéforum et le soutien de la Loterie Romande, Fonds de production télévisuelle (TPF), Succès cinéma, Succès passage antenne.

Informations sur www.pctprod.ch



Pierre-André Thiébaud, producteur



Jeremy Corbyn, le 7 juin dernier, lors du Congrès marquant la fin de la campagne

Aperçu des gauches européennes

LES RÉCENTES ÉLECTIONS CHEZ NOS VOISINS FRANÇAIS, AINSI QUE CHEZ LES ANGLAIS, SONT L'OCCASION DE FAIRE UN PETIT TOUR NON EXHAUSTIF DES GAUCHES EUROPÉENNES.

Commençons par quelques chiffres, d'abord français. Le candidat présidentiel Benoît Hamon obtient il y a quelques mois 6,2 % des voix, peu soutenu par un PS déchiré qui réalisera, aux législatives, son score le plus faible de la Ve République: 31 sièges (sur un total de 577). Notons qu'en 2012, le PS en obtenait 295, son meilleur score. Le 1^{er} juillet, Benoît Hamon annonce son départ du Parti socialiste.

Jean-Luc Mélenchon, représentant d'un courant radical de gauche, passa quant à lui de 11,1 % en 2012 à 19,58 % en 2017. Leur force législative, de 10 sièges à 17.

Outre-manche, les élections générales britanniques du 8 juin 2017 devaient confirmer la majorité conservatrice de Theresa May. Ce scrutin anticipé a cependant permis au Labour, emmené par Jeremy Corbyn, de progresser de 30 sièges.

En Allemagne, de récents sondages ont montré une forte progression potentielle du SPD, qui était sur le point de dépasser le parti d'Angela Merkel au mois d'avril, avant de redescendre récemment dans les sondages. Les élections de septembre 2017 auront le dernier mot.

Pour les partis plus récents, nous pouvons nous pencher sur la Grèce avec Syriza. Le parti d'Alexis Tsipras, fondé en 2012, entra la même année au gouvernement avec 71 sièges sur les 300 du Parlement grec. En 2015, il manque de très peu la



Clément Borgeaud
Collaborateur romand

majorité absolue en remportant 149 sièges.

En Espagne, le mouvement Podemos de Pablo Iglesias fut créé afin d'offrir une candidature aux élections européennes de 2014. Celles-ci placèrent le parti naissant en 4e position avec 5 sièges, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) obtenant la 2e place avec 14 sièges (mais en perdant 9 par rapport à son résultat précédent). En 2015, lors des élections nationales, Podemos obtint 20,68 % et finit 3^e derrière le PSOE (22 %) et le Parti populaire (28,71 %, parti conservateur). Ce dernier avait connu une forte progression en 2011 face à un PSOE très peu populaire. Quatre ans plus tard, les deux partis de gauche les mieux élus récoltent ainsi plus de 42 % des voix.

Ce n'est évidemment qu'un bref aperçu de quelques-uns de nos voisins. Mais ces exemples sont parlants. Le Royaume-Uni a récemment dû faire face au dossier du Brexit, qui est encore loin d'être résolu. La situation financière de la Grèce n'est plus à décrire: le pays est ruiné. Les ravages des crises économiques de 2008 et 2011 eurent également un fort effet sur l'Espagne. Ces contextes difficiles, économiquement très durs pour les couches basses et moyennes de la population, ont donné l'occasion à une certaine gauche de se réinventer. Celle-ci a proposé un discours remis à jour, beaucoup plus critique des politiques d'austérité de

l'Europe, permettant au peuple de se sentir mieux défendu et représenté par ces forces nouvelles.

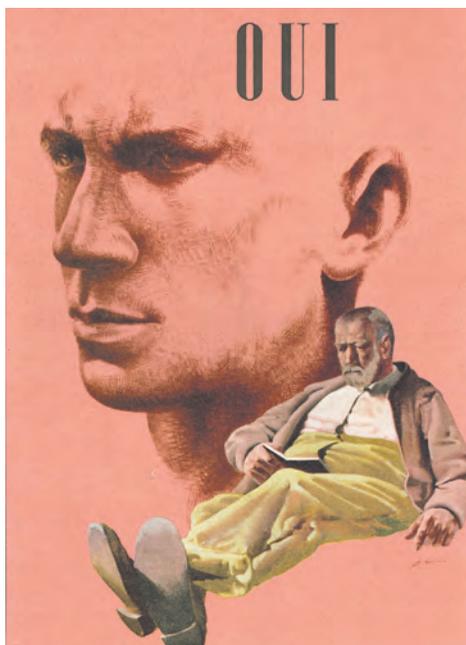
La répartition au Parlement européen des deux grands groupes de gauche le montre: l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates européens (S&D), qui regroupe les PS « traditionnels », est passée de 184 sièges en 2009 à 189 en 2014 (+5), là où la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) passa de 35 à 52 (+17).

Ces derniers chiffres sont un signe important: toute la gauche progresse. Néanmoins, ce sont les courants les plus critiques des ravages du libéralisme et des chantres de la droite bourgeoise qui voient leur force sensiblement augmenter.

Ces contextes difficiles, économiquement très durs pour les couches basses et moyennes de la population, ont donné l'occasion à une certaine gauche de se réinventer.



Affiche anonyme. Vers 1935.



Hans Erni. 1947.



Néri. 1936.

Cent ans d'affiches politiques, cent ans d'affiches socialistes (2/2)

JEAN-CHARLES GIROUD, ANCIEN DIRECTEUR DE LA BIBLIOTHÈQUE DE GENÈVE, NOUS FAIT REMONTER LE TEMPS POLITIQUE. IL NOUS REPLONGE AU CŒUR DES CAMPAGNES POLITIQUES DU DÉBUT DU XX^E SIÈCLE. LE STYLE ET LA TONALITÉ SONT NATURELLEMENT D'UNE AUTRE ÉPOQUE, D'UN AUTRE CONTEXTE ET D'AUTRES ENJEUX, MAIS LES COMBATS ET LES CONVICTIONS POLITIQUES PEUVENT SE CONFONDRE AVEC CEUX QUE NOUS CONNAISSONS AUJOURD'HUI.

Le Parti socialiste réalise pour chaque élection ou votation importante des affiches illustrées. Réalisées par des artistes souvent engagés, comme Carl Scherer, Alfred Heinrich Pellegrini, Otto Baumberger. Celles-ci sont de véritables œuvres d'art qui glorifient l'ouvrier et le socialisme avec une iconographie devenue aujourd'hui classique : l'ouvrier torse nu portant ses outils ou un drapeau rouge, l'enfant de l'avenir naissant sur les décombres du passé, le travailleur au bras levé en signe de révolte ou écrasé par l'exploitation capitaliste.

Toutes se reconnaissent à la promotion du monde ouvrier et d'un ordre social nouveau. Elles puisent souvent leur inspiration dans les affiches politiques allemandes de la République de Weimar, elles-mêmes héritières des affiches de guerre. Les partis bourgeois leur répondent sur le mode défensif et jouent le plus souvent sur la peur du bolchévisme. Leurs affiches sont également d'une force et d'une qualité artistique à souligner.

Cette époque exceptionnelle de l'affiche politique suisse se poursuit



Jean-Charles Giroud, ancien directeur de la Bibliothèque de Genève

L'affiche politique reflète la vigueur du débat politique et est une tradition suisse aujourd'hui centenaire.

dans les années 1930. Le Parti socialiste reste à l'avant-garde et produit même la première affiche politique photographique, celle de Paul Senn pour les élections fédérales de 1930. L'artiste s'inspire directement de la célèbre affiche d'El Lissitzky pour l'exposition russe du Kunstgewerbemuseum de Zurich en 1929. L'affiche illustrée exige des artistes prêts à s'engager pour un parti ou une cause.

La gauche peut toujours compter sur Carl Scherer mais également, par exemple, sur Alois Carigiet. Mais dans ce domaine, les années 1930 sont surtout celles de la droite avec le maître de l'affiche politique suisse, le Genevois Noël Fontanet. Proche des milieux d'extrême-droite, il dessine mieux que personne en quelques traits une affiche percutante qui marquera les esprits. Son sens de l'humour l'amène même à travailler – sous un pseudonyme – pour le PS!

Avec le recul, ces affiches perdent la passion qui les animait. Leurs qualités en matière de communication, d'idées ou de graphisme se révèlent mieux. Après 1945, il faut at-

tendre les années 1970 pour voir apparaître un mouvement original, les affiches genevoises du mouvement BD en faveur de la gauche. Depuis 1995 environ, les affiches de l'UDC de l'agence zurichoise Goal renouent avec la plus grande tradition de la propagande.

L'affiche politique reflète la vigueur du débat politique et est devenue une tradition suisse aujourd'hui centenaire. Elle nécessite des qualités particulières pour raccourcir, exagérer, dramatiser, apeurer, dénoncer, manipuler, provoquer, le tout avec un grand talent graphique. Rien n'est plus difficile que de faire le tour des innombrables affiches politiques suisses. Notre pays est celui qui en produit le plus au monde. Il reste indéfectiblement attaché à ce mode de communication. Les affiches sont devenues caractéristiques de sa vie politique et sont l'expression même de la démocratie directe tant elles sont elles-mêmes directes et accessibles à tous.

UNI D'ÉTÉ DU PS SUISSE

Une édition 2017 au cœur de l'actualité politique

POUR LA 4^E ANNÉE CONSÉCUTIVE, PRÈS DE 130 CAMARADES VENU-E-S DES QUATRE COINS DE LA SUISSE (Y COMPRIS ROMANDE) SE SONT PENCHÉ-E-S DURANT DEUX JOURS SUR DES SUJETS D'ACTUALITÉ AU CŒUR DU CADRE NATUREL UNIQUE DU VAL D'ANNIVIERS. UNE OCCASION DE REVENIR SUR CET ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL, QUI RAPPROCHE LES RÉGIONS LINGUISTIQUES, LES GÉNÉRATIONS ET LES VISIONS.

PV 2020, société numérique et égalité des genres: un « menu » exigeant, mais participatif

La philosophie de l'Uni d'été est simple: nous cherchons à aller au-delà du quotidien politique, qui ne laisse que rarement du temps pour un traitement approfondi des sujets essentiels. Cette année, les thèmes abordés à l'occasion de discussions avec de différentes personnalités du monde politique ou scientifique, d'ateliers de formations participatifs et de nombreuses occasions d'échanges informels se sont inscrits de manière très réussie dans cette optique. Les conséquences des flux migratoires ont été abordées, aussi bien dans une approche historique que politique. Il en va de même pour l'avenir du système des retraites en Suisse, en vue de la votation cruciale sur la Prévoyance vieillesse 2020 de fin septembre. Grâce à deux expert-e-s romandes, la programmation en français a bénéficié cette année de deux points forts: les participant-e-s ont pu se pencher sur des solutions concrètes face à l'émergence de la société numérique, ainsi que des pistes d'ac-

tions collectives en écho aux enjeux liés au sexisme, à l'homophobie et à la transphobie. Outre les modules théoriques, le savoir-faire technique fut également au rendez-vous: deux modules de formation abordaient la question de la communication politique, ainsi que des défis de la mobilisation interne.

Un programme-cadre convivial

Que serait l'Uni d'été sans la convivialité? Peu importe si on est davantage alpiniste que pilier de bar (ou vice-versa), le programme-cadre visait la découverte et la détente pour tous les profils! Après une randonnée jusqu'au lac Noir, c'est l'humour politique mordant du groupe genevois Duo d'eXtrêmes Suisses qui assurait une touche de légèreté à la soirée finale d'une édition 2017 plus que réussie!

Merci à tous les participant-e-s et intervenant-e-s pour ces trois jours pleins d'échanges passionnés: nous nous réjouissons d'ores et déjà de l'édition de l'année prochaine!

Olga Baranova, membre du comité d'organisation de l'Uni d'été du PS Suisse

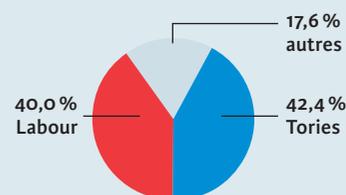


LE RÉSULTAT

Dans la foulée du vote sur le Brexit et afin d'asseoir de manière plus marquée sa majorité à la Chambre des communes britannique, Theresa May avait décidé de convoquer des élections anticipées le 8 juin dernier. Donnés largement favoris dans les premiers sondages, les conservateurs (« Conservative Party ») voient leur avance fondre rapidement.

Alors que le parti travailliste (« Labour Party ») de Jeremy Corbyn semble connaître des tiraillements entre l'aile plus marquée à gauche de son leader et l'aile plus centriste de certains élu-e-s, les sondages continuent de prédire, au fil de la campagne, une remontée importante.

Au final, le pari de la 1^{ère} ministre en place sera un terrible désaveu: loin de renforcer la majorité absolue dont elle disposait alors, les héritiers des « Tories » perdent 13 sièges (317 au total – 42,4 %), tombant ainsi sous la barre fatidique des 326 sièges nécessaires pour gouverner seuls. A contrario, les travaillistes en gagnent 30 (262 au total) et atteignent les 40 % de l'électorat. Un résultat qui était loin d'être attendu il y a encore quelques mois de cela.



LA STATISTIQUE

CHF 20.–

Le 27 novembre 2011, la population neuchâteloise acceptait, par voie d'initiative, une modification de la Constitution cantonale introduisant un salaire minimum. Le Grand Conseil avait alors trouvé une solution de mise en œuvre en 2014 déjà. Diverses associations patronales, n'écouterant que leurs intérêts aux dépens tant de la démocratie que des travailleuses et travailleurs directement concernés, ont choisi d'introduire un recours en justice. Ceux-ci sont allés au Tribunal fédéral, qui vient de statuer. La plus haute instance judiciaire a donc confirmé que la solution neuchâteloise était conforme au droit et pouvait entrer en vigueur. Cette réjouissante décision devrait permettre d'ouvrir la voie à d'autres projets cantonaux avec, à terme, une généralisation sur plan national. Rappelons qu'il s'agit d'une solution luttant efficacement contre le dumping salarial et la pauvreté.

Assurer les retraites.

**Renforcer l'AVS
le 24 septembre**

2x OUI